



Sommaire N° 40 (2017)

du 11 décembre 2017 au 7 janvier 2018

Editorial

2018 - Promesses et défis

Economie

Finance, économie : Pékin reprend la main

Politique

Dans le labyrinthe du Parti

Investissements

A quoi rêvent les provinces

Politique

Le retour surprise de Wang Qishan

Corées

Guide de survie express en cas d'explosion nucléaire, selon le Jilin Daily

Rendez-vous

Semaines du 11 décembre 2017 au 7 janvier 2018

Petit Peuple

Hangzhou - Les vies successives de Xu Zhongbao (3ème partie)

Vent de la Chine

« Le sacre de Xi Jinping - et après ? », notre nouvelle étude politique

Editorial : 2018 - Promesses et défis

L'année 2017 qui s'achève, fut témoin de la tumultueuse mutation de la Chine. L'économie a vu se poursuivre les concentrations industrielles et une inflexion vers la consommation intérieure et les services. Le programme spatial suit son cours et le long-courrier chinois C919 (de la Comac) prit son envol. En politique, le Congrès d'octobre désigna l'équipe qui dirigera le pays jusqu'en 2022, sous la poigne de Xi Jinping. Mais qu'est-ce que 2018 réserve à la Chine ? Osons quelques prédictions :

- En **intelligence artificielle**, la **reconnaissance faciale** permettra le contrôle des personnes dans leurs déplacements, en métro, à la banque, ou dans les aéroports. Le « **crédit social** » poursuivra sa construction, en route vers 2020 où cette note morale individuelle, calculée à partir de « big data », déterminera les droits de chacun en matière d'accès au crédit, à l'emploi... À **Wuzhen** (Zhejiang), la Conférence mondiale de l'internet, les 3-5 décembre, le Président Xi Jinping (cf photo) répéta le principe de **cyber-souveraineté**. Certes, pour la Chine, le risque de cette censure omniprésente est de faire de l'internet chinois un « intranet » séparé du monde, d'affaiblir la recherche, la compétitivité chinoise... Mais pour Pékin, cela ne semble pas être la priorité ! Sur place, des ténors du secteur, tel **Tim Cooks (Apple)** acceptèrent en silence les règles du jeu du marché chinois, vus les profits réalisés (ou espérés). Grâce aux applications disponibles sur son App Store Chine, Apple engrangeait 7 milliards de \$ en 2016.

- En **mer de Chine du Sud**, la Chine poursuivra en 2018, la réconciliation avec ses voisins. Justement, aux **Philippines**, le Président **Duterte** prie l'armée chinoise de patrouiller autour de ses îles Sulu, pour tenir en respect les pirates islamistes.

- Côté « **nouvelles routes de la soie** » (Belt & Road Initiative - BRI), Pékin va revoir sa copie. Le Népal et le Pakistan viennent de rejeter deux projets chinois

de barrages en milliards de \$, leur reprochant d'être trop chers, conclus sans appels d'offre, et sous des conditions insupportables de remboursement du crédit (la Chine nie catégoriquement).

- Côté **croissance**, l'objectif de 2017 « *autour de +6,5%* » sera poursuivi en 2018, tout en insistant sur la **qualité** des investissements plus que leur volume. L'immobilier et les infrastructures reculeront relativement, avec une hausse de +12% au lieu de 20% en 2017.

- En **diplomatie**, se profile un risque de conflagration, entre une Chine déterminée à « *endosser un rôle majeur dans les affaires du monde* » (comme le déclarait Xi Jinping le 1er décembre), et des **Etats-Unis** curieusement contradictoires, partagés entre réflexes protectionnistes et ambition de rester leader mondial. Trump envisage un **conflit commercial** sur les panneaux solaires ou les semi-conducteurs. Cela lui permettrait de tenir ses promesses électorales et d'espérer sa réélection en 2020. Les USA revendiquent l'ouverture du marché chinois des services et des marchés publics, réservés aux firmes chinoises. Sur ce dossier, l'**Union Européenne** les soutient : nul doute que si la Chine ne fait pas des concessions à ses partenaires en 2018, les rapports s'en ressentiront. Mais la Chine y est-elle prête ? L'impression générale est pessimiste - et pourtant, de cette réponse chinoise dépend peut-être la survie de l'OMC. Face à Trump et ses exigences commerciales, la Chine pourrait gagner un sursis en lâchant la **Corée du Nord**, en exerçant toutes les pressions dont elle dispose (notamment cesser de lui livrer du pétrole) pour la forcer à renoncer à sa bombe atomique. En attendant, Etats-Unis et **Corée du Sud** mènent la plus grande manœuvre militaire en 40 ans (260 chasseurs-bombardiers). Côté chinois, [le Quotidien du Jilin \(province frontalière\) prépare sa population au pire](#), et l'APL mène des exercices à la frontière. Mais cela sera-t-il suffisant pour dissuader Pyongyang ? Il est permis d'en douter !

Economie : Finance, économie : Pékin reprend la main



À peine la nouvelle administration 2017-2022 mise en place, des bribes de **réforme** apparaissent pour la finance et l'économie, tous azimuts. En voici un bref tableau :

- L'Etat s'attaque aux **firmes zombies** non-viables, qui vivent des subventions tout en empêchant l'émergence d'un système productif plus moderne. Pékin décompte 2000 « entreprises zombies » de niveau central et 7000 de niveau provincial. Le FMI évalue leur dette à 284% des actifs, chiffre qui croît d'1,6% chaque année. Seules 20% ont été restructurées : l'Etat et la **SASAC** (*tutelle des groupes publics*) craignent de les mettre en faillite, au risque de soulèvements sociaux.

Mais cela change. **J. Wuttke**, ex-Président de la Chambre de Commerce Européenne, constate une détermination très ferme de fermer ces firmes zombies. Depuis 2015, 1,6 million d'emplois dans les secteurs du **charbon et de l'acier** ont disparu, correspondant à l'élimination de 115 millions de tonnes par an de capacité de production d'acier et 440 millions de tonnes de houille. Dans les provinces, les limiers de la discipline du Parti et de la **protection de l'environnement** s'associent pour débusquer les cadres renâclant à fermer des unités condamnées. Ils interviennent même de nuit, pour mieux surprendre les flagrants délits.

- L'Etat lance aussi la 3ème phase d'un plan pour faire passer les **groupes d'Etat** à une structure propriétaire mixte « **privée-publique** ». En mi-novembre, fut annoncé le lancement d'un fonds de 15 milliards de \$ financé par l'Etat et les investisseurs privés. 31 consortia publics ont été sélectionnés pour proposer aux entreprises privées une part de leur capital, et de prendre part à des projets co-financés par ce fonds. Le problème de cette stratégie, toutefois, est son absence de transparence, et le risque

pour les acteurs privés, de voir les provinces abuser de leurs apports pour refinancer leurs entreprises zombies.

- Concernant l'**exportation du capital**, la Chine zigzague entre deux fronts contradictoires, décourageant certains grands groupes privés, mais tentant d'encourager d'autres. Les premiers, parmi lesquels **Wanda** (*le milliardaire Wang Jianlin*) et l'assureur **Anbang**, sont accusés d'avoir joué un rôle important dans une fuite des capitaux estimée à 1000 milliards de \$ en 2016, dont 170 milliards en hôtels, cinémas et clubs de football. Mais tout en punissant de tels excès, Pékin doit soutenir les projets de l'initiative « Belt & Road » (**BRI**) d'expansion industrielle hors frontières. Il s'agit donc pour elle de « *séparer le bon grain de l'ivraie* ».

Mi-novembre, 16 ministères publiaient des **lignes directrices** pour inciter les industriels à s'exporter, et la finance, à les soutenir. Le 28 novembre, ils précisèrent les limites de cette ouverture, afin de prévenir fraude fiscale ou blanchiment : les projets à l'étranger devaient respecter la loi mais aussi — *c'est nouveau* — les conventions internationales, les résolutions de l'ONU, la coopération étrangère et la réputation du pays. Ceci, sous peine de perdre leur accès aux licences d'investissement, aux subventions, aux octrois de terrains, aux licences bancaires ou du droit d'entrée à leur capital.

- On voit aussi se profiler un embryon de **réforme de la taxation**, à travers le marché de l'**eau**. Depuis juillet 2016, un nouveau système de prix était testé au Hebei : les usines recevaient un quota annuel, dont le dépassement avait pour conséquence d'augmenter progressivement le prix. Ce plan avait forcé des milliers d'industries à s'équiper en systèmes moins gourmands, et à acheter l'eau recyclée des centrales d'épuration. En 18 mois, 460 millions de m³ avaient été économisés. Le 28 novembre, le ministère des Finances redéployait ce plan à neuf provinces—Pékin, Tianjin, Mongolie Intérieure, Shandong, Shanxi et Shaanxi, Henan, Sichuan et Ningxia.

Il se trouve qu'au plan national aussi, la

consommation d'eau a entamé sa redescende. En 2016, la Chine a nécessité 604 milliards de m³ d'eau, 16 milliards de moins qu'en 2015. Mais la situation reste sérieuse : depuis des décennies, ce pays de 20% de la population mondiale ne dispose que de 7% des ressources en eau douce, et épuise ses réserves. 678 millions de Chinois vivent en région sous approvisionnement tendu : une ville comme Tianjin, quatrième du pays, a tant pompé ses nappes phréatiques que 9440 km² de son sol est « *en subsidence* » - il s'affaisse, et se salinise sous l'effet de la proximité de la mer. En de tels endroits, il est temps de faire payer l'eau à son vrai prix. Un problème est que le monde agricole, pourtant responsable de la moitié de la consommation, en reste pour l'instant exempté.

- Dernier domaine-clé, le **Comité pour la Stabilité financière**, organe paritaire de la Banque centrale et des tutelles de la bourse, de la banque et de l'assurance, publiait le 17 novembre, les nouvelles règles uniques du jeu des produits financiers, applicables au 1er juin 2018 à ce secteur pesant l'an dernier 15.000 milliards de \$.

Ce texte interdit aux fournisseurs de services financiers de **garantir un rendement** et leur impose une réserve de 10% du capital pour couvrir les pertes. Les fonds doivent respecter un plafond maximal d'endettement – 140% des actifs pour les fonds publics. Ce nouveau cadre légal et le Comité de Stabilité (*pour l'instant dirigé par le vice-Premier Ma Kai*) sont le point culminant de 18 mois d'efforts de discipline d'un secteur qui était jusqu'à 2016 hors contrôle et ayant subi des crashes retentissants, notamment des fonds sur internet. Et le résultat commence à s'en ressentir : au 30 juin 2017, les fonds d'épargne et de prêt assuraient 82,6% du PIB (*selon Moody's*), 4% de moins que 12 mois plus tôt.

De plus, le 2 décembre était publié un nouveau texte encadrant les **micro-crédits en ligne**, qui comptent déjà 10 millions de clients avec des taux usuraires dépassant les 100% par an.

La tendance est claire : l'Etat central reprend la main sur le crédit, pour le rendre plus équitable, et surtout plus durable.

Politique : Dans le labyrinthe du Parti



En 2016, le Parti Communiste Chinois (PCC) a franchi la barre des **90 millions de membres**. Le PCC est la deuxième formation politique au monde, derrière le parti nationaliste indien (BJP). Mais depuis son arrivée au pouvoir en 2012, Xi Jinping, le 1er Secrétaire, tente d'inverser la courbe et de réduire le recrutement : dès 2016, les candidatures baissaient de 10%.

D'après *The Economist*, Xi Jinping entend favoriser une relève de « *qualité plutôt que de volume* » et ayant des valeurs. Un recruteur pékinois exprime la nouvelle priorité : « *un gouvernement rempli de membres parasites, va à sa perte* ».

Pour réduire des demandes, diverses méthodes ont été appliquées. Le PCC a d'abord remis en vigueur une règle négligée ces dernières années : le versement par les membres de Parti 2% de leur salaire. Des cellules en universités imposent en outre aux candidats un examen d'histoire et un autre sur la constitution. D'autres durcissent les règles en ne tolérant qu'une session—en cas d'échec, on perd toute chance d'entrer au Parti.

La plupart des centres imposent une lettre de motivation énergique et convaincue. Puis le candidat doit suivre des sessions de formation politique de week-end et rendre tous les deux mois pendant deux ans un essai sociétal ou philosophique.

S'inquiétant du recul de la condition physique de ses membres, certaines cellules remplacent les sessions d'étude par des tours de stade. Le principe rappelle la maxime latine « *mens sana corpore sano* » (un esprit sain dans un corps sain), mais il sert aussi la campagne anti-corruption - l'effort doit endurcir le candidat contre les tentations. Toutes

ces règles ont permis en 2016 d'écartier 10 candidats sur 11 et de limiter les admissions à +0,8%, la plus faible croissance en des décennies.



Rapporté à la population adulte du pays, on compte un membre du PCC sur douze. Cet immense volume illustre le choix de renforcer la crédibilité d'un système politique où les urnes ne jouent qu'un rôle marginal. L'immense majorité des membres n'ont pas de fonction dirigeante—mais ils servent, sur le terrain, à identifier les dissidents, les conflits qui couvent. Ils sont aussi utiles pour véhiculer la campagne ou le slogan du moment. Tous les membres du PCC doivent être un soutien au « rêve de Chine », aider à la renaissance de la nation...

Après 20 ans d'âge d'or, le contingent des **étudiants** se retrouve à nouveau réduit à la portion congrue. En 1990, ils avaient été punis pour leur participation au « Printemps de Pékin » de mai-juin 1989, et n'avaient plus constitué que 2% des admis. Mais en 2012, les portes leur étaient grandes ouvertes : ils occupaient 40% des nouvelles entrées. Le beau sexe surtout, avait la part belle, avec 40% (aussi) des admissions. Le Parti tentait de rattraper des décennies de recrutement masculin, qui font qu'en 2016, malgré ces efforts, les **femmes** ne représentent que 25% des membres.

Dans une université non précisée par *The Economist*, un sondage de 2015 dévoile que la 1ère motivation des candidats est l'espoir, une fois membre, d'accéder aux **emplois dans l'administration**, notoirement réservés aux cadres du Parti. Seuls 17% des candidats justifient leur projet de devenir communiste par le désir de « *servir le peuple* » (为人民服务, wèi rénmin fúwù). Et seuls 25% tiennent

« *énormément* » à voir leur candidature acceptée - les autres n'ont fait cette démarche que par opportunisme. Le même sondage suggère que ces étudiants ne se font pas d'illusion : ceux qui ont les meilleures notes aux examens seront recrutés, les autres n'étant pris qu'en complément, suivant le quota.

La réforme des admissions correspond donc, au fond, à une tentative de ranimer la foi parmi les membres d'un Parti qui se veut l'élite du peuple, et détacher la jeunesse de son matérialisme.

Toutefois, cette réduction des admissions de jeunes éduqués, risque de briser la démarche menée depuis Jiang Zemin, qui visait à **rajeunir et diversifier** le Parti (notamment en intégrant plus d'hommes d'affaires).

Ainsi lors du renouvellement du Comité Central en octobre 2017, l'**âge moyen** a augmenté (à 57 ans) pour atteindre un record depuis des décennies.

Alors pourquoi cet effort pour limiter les admissions ? La clé de l'énigme se trouve sans doute dans la donnée de départ, la masse existante des 90 millions de membres. Traditionnellement, les vieux camarades ne rendent jamais leur carte - par peur d'une critique de déviationnisme et de compromettre la carrière de leurs enfants. Mais en se maintenant dans l'appareil, ils constituent une masse conservatrice qui étouffe les appels des jeunes à la modernisation.

En 2013, un théoricien conscient du problème, avait proposé une solution : aiguiller les membres les plus âgées vers des « *clubs émérites* », honorifiques, qui pourraient accueillir jusqu'au tiers du nombre des membres. Après débat interne, la solution a été écartée : elle risquait de susciter un appel à une réforme politique à laquelle les leaders, notamment le club des grandes familles historiques n'était pas prêt.

Le Parti a donc opté pour une solution plus « *naturelle* » : réduire le nombre des membres par les décès, en remplaçant au minimum les disparus. Une solution de « *réduction* » des effectifs, plutôt qu'une cure de jouvence.

Investissements : A quoi rêvent les provinces



Comment les métropoles chinoises préparent-elle le lendemain ? Comparer leurs stratégies permet de découvrir qu'elles se copient les idées prometteuses d'emploi et d'avenir.

L'expulsion autour de Pékin des migrants « de bas niveau », donne des idées. À Ningbo (Zhejiang), Canton et Shenzhen (Guangdong), les mairies expulsent leurs « waidiren », démolissant leurs logements au nom du non-respect des normes. Ce faisant, elles se protègent du risque de conflits sociaux, courants avant le nouvel an chinois, lorsque les patrons ont du retard dans le paiement

des salaires de ces migrants.

Un autre thème qui intéresse fort les mairies, est celui de l'initiative « ceintures et routes » (BRI). Toutes les villes de la côte y vont de leurs projets pour attirer les investissements. Fuzhou (Fujian) a ouvert en novembre sa 3ème expo annuelle sur le « tourisme des routes de la soie ». Shanghai ouvrait dès 2016 son centre de R&D des routes maritimes. Zhuhai tint fin novembre son « forum des besoins commerciaux et culturels » de ces routes, histoire d'embellir auprès des nations étrangères l'image de la Chine, et plus encore celle du Guangdong.

Canton tint du 6 au 8 décembre son « forum des leaders du groupe Fortune » - événement de prestige où furent engloutis 450 millions de \$ en rénovation, animation et invitations de partenaires étrangers. Mais grosse déception : avant l'ouverture, Xi Jinping se désista, se faisant représenter par Wang Yang, l'ex-Secrétaire de la province, actuel vice-premier et n°4 du régime (cf photo).

Le Guangdong a ses raisons de faire de ces routes de la soie une priorité. De par sa position méridionale et la proximité de Hong Kong, il réalise 200 milliards de \$ d'échanges (20% du pays), d'Asie du Sud-Est au monde arabe et à l'Afrique. Avec l'ambition de s'imposer comme leader du commerce de la pharmacopée chinoise (TCM), il veut avoir créé d'ici 2020 30 comptoirs de la TCM, 56 musées de thé médicinal à travers le monde !

Tandis que les provinces côtières font valoir leurs atouts maritimes, celles de l'intérieur déploient également leurs projets de routes terrestres. Au Yunnan, à la jonction entre Asie Centrale et Asie du Sud-Est, Kunming prépare pour juin 2018, sa 5ème « foire-exposition Chine-Asie du Sud », événement rassemblant des centaines d'exposants d'une vingtaine de pays, de l'artisanat à l'aéronautique en passant par le textile et l'industrie d'équipement. Et elle n'a rien à envier à l'ampleur ni au faste des foires de la côte !

Politique : Le retour surprise de Wang Qishan



Le 18 octobre, Wang Qishan, 69 ans, alors président de la Commission Centrale de Discipline du Parti (CCID) se retirait de tous ses mandats, y compris du Comité Permanent (CP), l'organe exécutif suprême. En effet, la règle spécifie qu'à 67 ans, les cadres peuvent être promus mais doivent partir à la retraite à 68 ans («七上八下»). Ce départ reflétait la décision de Xi Jinping, afin de ne pas permettre à d'autres membres du CP de se maintenir à plus de 67 ans.

Mais voici que de bonne source, Wang Qishan assistait encore aux réunions du CP en tant qu'« ancien » et « conseiller »

sans droit de vote. La rumeur lui prête même de bonnes chances d'être élu en mars 2018 par l'Assemblée Nationale Populaire, vice-Président de la République. Voilà qui change la donne ! Siéger au Comité Permanent (et au Politburo) sans y être élu s'est déjà vu à plusieurs reprises dans le passé, notamment en mai 1989 quand un « comité des conseillers » s'était adjoint au Politburo pour voter l'éviction de Zhao Ziyang, sur demande de Deng Xiaoping. Toutefois cette décision, au demeurant exécutoire et définitive, avait été reçue comme d'une légitimité contestable.

Que faut-il donc penser du maintien de Wang Qishan au Comité Permanent ? D'aucuns y voient un processus raisonnable et temporaire de « soudure » entre le CP d'hier, et celui d'aujourd'hui, dont 5 membres sont nouveaux. Ces mêmes sources écartent néanmoins la possibilité pour Wang Qishan de devenir vice-Président. Mais pour d'autres, c'est la volonté de Xi Jinping qui s'exprime, qui

a besoin de cet homme fort pour influencer les décisions futures, notamment sur l'imminente Commission Centrale de Supervision, en préparation depuis 2015. Dans ce cas, le nouveau chef de la CCID, Zhao Leji ne peut voir d'un bon œil le maintien en place de son prédécesseur.

En septembre dernier, un indice de la survie politique de Wang Qishan avait consisté en deux rencontres au sommet, avec Lee Hsien Loong le 1er ministre singapourien, et Steve Bannon, l'envoyé de D. Trump. Il s'agissait d'activités diplomatiques, sans aucun lien avec ses attributions, et de telles rencontres n'ont été possibles qu'avec l'accord de Xi Jinping.

Enfin, devenir vice-Président de la République est une fonction honorifique, mais elle permettra à Wang Qishan de garder un œil direct sur l'activité de Li Keqiang le 1er ministre, et sur le Conseil d'Etat—réduisant un peu plus les prérogatives de la branche civile du pouvoir en Chine.

Corées : Guide de survie express en cas d'explosion nucléaire, selon le Jilin Daily



Suite au dernier tir de **missile nord-coréen** du 28 novembre, et aux grandes manœuvres américano-sud-coréennes du 4 décembre, le gouvernement chinois prend au sérieux le risque d'une **attaque nucléaire** sur son sol.

Le 6 décembre, le **Journal du Jilin** (un des deux provinces frontalières de la Corée du Nord) publiait une page complète de vulgarisation et de conseils en cas d'explosion nucléaire.

Sur un ton très didactique, il est expliqué à la population le principe et le

fonctionnement d'une bombe atomique, ses effets immédiats et à long terme.

Volontairement imprécis, évitant d'évoquer les pertes humaines pourtant inévitables en cas d'explosion nucléaire, l'article décrit les quelques précautions à prendre par la population civile pour éliminer la contamination radioactive : fermer portes et fenêtres, porter un masque sur le nez et la bouche, absorber des tablettes d'iode, brosser ses chaussures et vêtements, se doucher, et vomir en cas d'absorption d'aliments contaminés... L'article suggère à chaque famille de se doter de « kits de survie », lampe de poche, iode, batterie pour smartphone, masque et pansements...

Suite à la publication de l'article, le gouvernement central passait un appel au calme par l'intermédiaire du Global Times, le quotidien national officiel. L'Etat s'est pleinement préparé à toutes les éventualités et fera tout pour limiter

l'impact sur le nord-est du pays en cas de conflit.

La tension dans la région est donc à son comble.

Justement, le Président sud-coréen **Moon Jae-in** est attendu à Pékin du 13 au 16 décembre, pour une visite d'Etat et notamment pour discuter du dossier nord-coréen—et du très controversé déploiement des THAAD.

En attendant, les rumeurs fusent, plus ou moins fantaisistes, comme celle d'établir un ou plusieurs camps de réfugiés à Baishan (frontière nord-coréenne), ou que **Kim Jong-un** aurait fait creuser plusieurs tunnels vers la Chine pour s'échapper !

De tels bruits sont rarissimes, mais témoignent d'un sentiment d'inquiétude bien réel.

Rendez-vous : Semaines du 11 décembre 2017 au 7 janvier 2018



21-23 décembre, Shenzhen : ELEXCON, Salon chinois de la Hi-Tech, Salon de

l'industrie électronique

24 décembre – 25 février : Festival des glaces de Harbin

14-17 janvier 2018, Pékin : FUR Fair, Salon de la fourrure

16-19 janvier 2018, Shanghai : China WEDDING Expo, Salon du mariage

Petit Peuple : Hangzhou – Les vies successives de Xu Zhongbao (3ème partie)



[Résumé des deux premières parties : À Hangzhou \(Zhejiang\), la vie de Xu Zhongbao était faite de rebondissements : d'abord patron d'un institut de beauté, puis prisonnier pour 6 ans suite à une bagarre avec l'un de ses employés, il devint ensuite un redoutable flic infiltré...](#)

Après avoir débusqué et embastillé près de 500 malfrats durant 10 ans, **Xu Zhongbao** avait vu de grands dangers apparaître dans sa vie quotidienne. Il vivait dans la crainte de se retrouver face à face avec des bandits sortis de prison, animés par le désir brûlant de se venger. Déjà en 2007, il avait été sévèrement tabassé par un gang, et n'avait pas envie de revivre ça ! Il trouva un accord avec son chef, qui lui épargna les missions les plus dangereuses pour le poster à la petite délinquance : dans les musées ou les centres commerciaux pour enseigner les techniques de prévention des pickpockets...

Son talent le précédant, il fut invité en 2014 à passer à la télévision, au show « du rêve de Chine ». Xu dévoila alors avec faconde ses trucs et astuces pour détecter et prendre les malfrats la main dans le sac, lors de vols à la bousculade, ou de pièges aux distributeurs de billets... Le public l'adorait.

En juillet 2016, on l'envoya au marché des *Quatre saisons* de Hangzhou pour enquêter sur des vols de portables et de vêtements. Sur place, Xu eut tôt fait de confondre son voleur, le faisant identifier sur photos, et allant l'épingler dans les bas-fonds de Shanghai. Puis, suivant sa pratique bien rôdée, il passa à plusieurs reprises au marché, former les vendeuses, s'assurer que les sacs à main restent en sûreté et les tiroirs-caisses verrouillés.

C'est alors qu'il rencontra **Liang Ah-**

zhen, une des patronnes qui avaient été dérobées. Il lui débita son discours habituel, mais ressentit cette fois des difficultés à se concentrer devant elle. Était-ce l'absence totale de rancœur de cette femme envers celui qui l'avait dévalisée ? Ou bien le mélange de douceur teinté d'humour que dégageait son regard ?

Il revint plusieurs fois. Ah-zhen en fut d'abord gênée : nul en Chine, ne se réjouit des visites de police, trop souvent prologue à une demande de bakchich, ou de dénonciation des voisins. Mais Xu l'avait vite rassuré, par son comportement discret et ses efforts pour lui montrer l'aspect privé de sa démarche—sa gaucherie même plaidait en sa faveur.

À la 3ème visite, il lui raconta sa vie : l'institut de beauté, le coup de colère qui l'avait fait tomber en prison, le divorce, le décès de sa mère, ses années de taule, sa vie d'agent infiltré... Il ne lui cacha rien.

Puis Ah-zhen commença à attendre ses visites. Certes, elle devait se protéger des coureurs de jupons – après des années de dur labeur, elle avait su ouvrir trois boutiques sur le marché, acquérir un entrepôt et son appartement. Mais elle sentit vite que cet homme était différent des autres, respectueux et discret. Elle comprenait les épreuves qu'il avait subies, sa position de victime, mais non de bandit, ni de vaincu. De fil en aiguille, Xu l'invita à des promenades, puis à déjeuner. Ni l'un ni l'autre n'avaient plus 20 ans, ni de temps à perdre en flirt sans lendemain. Elle croyait sentir en lui la chance d'un compagnon loyal.

Quatre mois après, en décembre 2016, alors qu'ils se baladaient en bordure du lac de l'Ouest, Xu sortit tout à trac un pendentif de jade blanc de valeur - il venait d'y mettre trois mois de son salaire. Il lui passa le collier au cou, tout en faisant sa demande d'accepter de devenir sa femme. Ce à quoi elle lui fit cette répartie bien chinoise, « *s'il faut se marier, on le fera* ». Ils convinrent de se marier en 2018, en période creuse « *quand ils auraient le temps* ».

Mais avant de convoler, Xu s'était donné un devoir à accomplir : retrouver le mystérieux Mr Ni, l'homme qui en 2007, lui avait sauvé la vie après son agression, en payant pour ses soins d'hôpital, alors qu'il était sans le sou. Xu voulait partager son bonheur avec ce mécène, resté anonyme, et lui rendre grâce publique. Mais comment le retrouver ? À l'époque, Mr Ni avait refusé même de le rencontrer, une fois remis sur pied.

À l'aide des copains de la « grande maison », Xu contacta les journaux et stations de télévision, leur demandant de l'aider à retrouver son bienfaiteur. La CCTV fut la première à retrouver sa trace, mais ce fut en vain : au journaliste qui l'abordait, Mr Ni confirma son insistance pour rester dans l'ombre, même au moment de la marche nuptiale. Le mystérieux bienfaiteur présentait ses sincères vœux de bonheur – à distance !

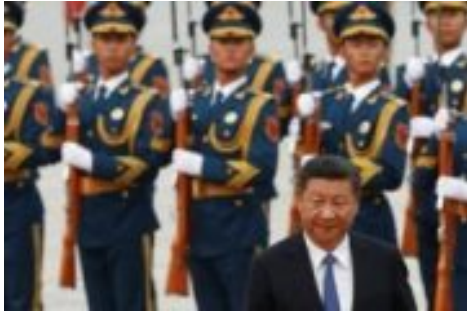
Le couple entreprit alors de s'installer. Ah-zhen acheta un autre appartement, qu'ils rénoverent à leur goût. En échange, sa seule requête était une existence moins tumultueuse pour son futur époux. Ainsi, Xu Zhongbao démissionna de sa carrière d'officier de police, pour entrer dans sa quatrième existence. Il se fit embaucher en mai 2017 par un groupe immobilier, comme directeur de la sécurité.

Mais notre ancien capitaine des forces de l'ordre s'ennuie royalement dans ses nouvelles fonctions « pantouflées » - le connaissant de réputation, plus aucun cambrioleur ne se risque à venir se froter à lui...

Heureusement pour Xu, les anciens collègues aussi se languissent de son talent ! Aussi, chaque fois qu'une affaire leur résiste, ils l'appellent, et il reprend du service. En général, il lui suffit de passer quelques coups de fil parmi ses vieux informateurs, de faire une ou deux visites pour parvenir à dénouer l'affaire, attraper son coupable.

Ah-zhen s'en plaint un peu, mais raisonnable comme elle est, elle comprend bien que Xu ne peut couper le lien avec le métier de sa vie : « *chassez le naturel, il revient au galop* (习惯成自然, *xíguàn chéng zìrán*) !

Vent de la Chine : « Le sacre de Xi Jinping - et après ? », notre nouvelle étude politique



Réservez dès à présent notre nouvelle **étude politique "Le sacre de Xi Jinping - et après ?"** comprenant les portraits des **25 membres du Bureau Politique** et du **Comité Permanent** – des personnalités qui compteront pour l'avenir du pays jusqu'en 2022 !

La composition de cette **nouvelle équipe** sera analysée (*sensibilités politiques, non-désignation d'un héritier pour 2022, différences par rapport à celle du 18ème Congrès, sociologie des institutions...*) tout comme les **nouveaux organes** prévus pour 2018.

Disponible en **français ou anglais** – 500€ / 900€ (offre spéciale pour les deux versions) - 45 pages environ.

[Pour avoir un aperçu, retrouvez ici la synopsis de l'étude et le portrait de Li Zhanshu, bras droit de Xi Jinping.](#)

Contactez-nous
(levdlc@leventdelachine.com)

pour la réserver ou achetez-la dès à présent via Paypal en cliquant sur le lien ci-dessous (une version, française ou anglaise) :



Pour l'achetez dans les **deux langues** (français et anglais), veuillez cliquer sur le bouton ci-dessous :



NOW AVAILABLE

Book now our new **political study**, developing the portraits of each one of the **25 Politburo members** and **Standing Committee** – leading politicians who will call the shots until 2022!

Available in **French or English** – 500€ / 900€ (discounted price for both versions) - about 45 pages.

[Please find here the synopsis and an Li Zhanshu's profile, Xi Jinping's chief of staff.](#)

Contact us for more details: levdlc@leventdelachine.com or buy now **one version** (French or English) through Paypal (fees included) :

To buy now the **two versions** (French and English), please click on the Paypal link below (fees included) :

